

M. Riviere h

---

PREFECTURE DE MAINE-ET-LOIRE

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES,  
DE LA CULTURE ET DE L'ENVIRONNEMENT  
Bureau de l'environnement

-----  
Installations classées pour la  
protection de l'environnement  
-----

252E014

→ No tout le  
enquête 31/05/94  
+ 1w SRA7  
P

**ARRETE**

**AUTORISATION**  
société des Transports BRANGEON  
à SAINT REMY EN MAUGES

D3 - 95 - n° 391

**Le préfet de Maine-et-Loire,  
chevalier de la Légion d'honneur,**

Vu la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 20 mai 1953 modifié relatif à la nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes ;

Vu le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi précitée et notamment son article 18 ;

Vu l'arrêté ministériel du 1er mars 1993 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux rejets de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu la demande formulée par M. le Directeur général de la société des TRANSPORTS BRANGEON, dont le siège social est route de Montjean à LA POMMERAYE, afin d'être autorisé à exploiter une installation de fabrication de compost, au lieu-dit "Les Epinettes" à SAINT REMY EN MAUGES ;

Vu les plans annexés au dossier ;

Vu l'arrêté d'enquête publique à laquelle il a été procédé du mardi 20 septembre au jeudi 20 octobre 1994 inclus sur la commune de SAINT REMY EN MAUGES ;

Vu l'arrêté de prorogation de délai à statuer du 3 février 1995 ;

Vu les certificats de publication et d'affichage ;

Vu les délibérations des conseils municipaux de SAINT REMY EN MAUGES, LIRE, SAINT LAURENT DES AUTELS, SAINT CHRISTOPHE LA COUPERIE, LA CHAUSSAIRE, LE PUISET DORE, LE FIEF SAUVIN et LE FUILET ;

Vu l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu les avis du ministre de l'agriculture, du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, du directeur départemental de l'équipement et du directeur départemental des services d'incendie et de secours ;

ANCERS .../...

Vu le rapport de l'ingénieur de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, inspecteur des installations classées, du 10 mars 1995 ;

Vu l'avis du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, inspecteur principal des installations classées, du 27 mars 1995 ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène lors de sa séance du jeudi 6 avril 1995 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

## **Arrête :**

### ARTICLE 1° :

La STE DES TRANSPORTS BRANGEON dont le Siège Social est route de Montjean à LA POMMERAYE est autorisée, sous réserve de la stricte observation des dispositions du présent arrêté, à exploiter au lieu-dit "Les Epinettes" sur le territoire de la Commune de ST REMY EN MAUGES, les installations suivantes

INTITULE	N° DE RUBRIQUE	AS/A/D	VOLUME D'ACTIVITE
Fabrication d'engrais et supports de culture Production > 10 tonnes par J.	2170 - 1°	A	Production annuelle - moyenne 10 000 tonnes
Dépôt d'engrais et supports de culture - Capacité : > 200 m3	2171	D	Volume maximum stocké : 2000 m3

### ARTICLE 2° : Généralités

#### 2.1. Caractéristiques des installations

L'installation est implantée sur les parcelles n° 761 et 765 section B du plan cadastral de ST REMY en MAUGES d'une superficie totale de 2ha 16a 80 ca.

Elle a pour objet la fabrication de compost à partir de déchets organiques provenant de l'agriculture (élevage, viticulture) et de stations de traitement des effluents urbains et de l'industrie agro-alimentaire.

Le tonnage de produits traités annuellement représente une quantité moyenne de 15 000 tonnes correspondant à une quantité fabriquée de 10 000 tonnes à 12 000 tonnes sans excéder 18 000 tonnes.

La quantité maximale de produits entrants, en cours de traitement ou finis présents sur le site n'excède pas 5000 tonnes.

## 2.2. Conformité aux plans et données techniques

L'installation doit être implantée, réalisée et exploitée conformément aux données et plans joints à la demande d'autorisation en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux prescriptions ci-dessous.

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle demande d'autorisation.

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- \* le dossier de demande d'autorisation ;
- \* les plans tenus à jour de l'ensemble des installations et de chaque équipement annexe ;
- \* l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- \* les registres prévus à l'article 4 C 4.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

## 2.3. Réglementation de caractère général

Sans préjudice des autres prescriptions figurant au présent arrêté sont applicables aux installations de l'établissement :

\* l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

\* l'arrêté ministériel du 1er mars 1993 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux rejets de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

.../...

\* le décret n° 93-1410 du 29 décembre 1993 fixant les modalités d'exercice du droit à l'information en matière de déchets prévues à l'article 3-1 de la loi du 15 Juillet 1975.

#### 2.4. Réglementation des activités soumises à déclaration.

Les activités visées à l'article 1er du présent arrêté et relevant du régime de la déclaration sont soumises, sans préjudice du présent arrêté, aux prescriptions-types relatives aux rubriques correspondantes de la nomenclature des installations classées.

Les prescriptions-types applicables en l'espèce sont annexées au présent arrêté.

### ARTICLE 3°: Conception et aménagement des installations

#### 3.A. Dispositions générales

3.A.1. Les installations doivent être conçues de manière à limiter les émissions de polluants dans l'environnement, notamment par la mise en oeuvre de technologies propres, le développement des techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et la réduction des quantités rejetées.

3.A.2. L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence.

3.A.3. Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations doivent comporter explicitement les contrôles à effectuer en marche normale et à la suite d'un arrêt de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. Elles précisent les modalités d'intervention en cas de situations anormales ou accidentelles.

3.A.4. Indépendamment des contrôles explicitement prévus au présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers dont le choix est soumis à son approbation, de prélèvements, analyses et contrôles supplémentaires. Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant.

#### 3. B Conditions d'exploitation

3.B.1. L'exploitant prend toutes dispositions pour garantir le maintien d'un périmètre d'isolement de 200 mètres autour de l'installation.

#### 3.C. Aménagement du site

3.C.1. Les installations doivent être entourées d'une clôture réalisée en matériaux résistants et incombustibles d'une hauteur minimale de 2 mètres empêchant l'accès au site. Un portail fermant à clef interdira l'accès du site en dehors des heures d'ouverture.

.../...

La clôture doit être doublée par une haie vive ou un rideau d'arbres à feuilles persistantes en fonction de la visibilité.

3.C.2. Un poste de réception est aménagé à l'entrée du site permettant un contrôle visuel des produits entrants.

Ce poste est équipé d'un pont bascule agréé et contrôlé au titre de la réglementation métrologique.

3.C.3. Des voies de circulation doivent être aménagées à partir de l'entrée jusqu'aux postes de réception ou d'enlèvement. Elles sont étudiées en fonction du nombre, du gabarit et du tonnage des véhicules appelés à y circuler. Elles sont constituées d'un sol revêtu suffisamment résistant et n'entraînant pas l'envol de poussières.

Les accès au site doivent pouvoir faire l'objet d'un contrôle visuel permanent.

Un panneau placé à proximité de l'entrée du site indique les différentes installations et le plan de circulation à l'intérieur de l'établissement.

3.C.4. Les aires de stockage des produits entrants sont stabilisées et imperméabilisées, elles sont nettement délimitées, séparées et clairement signalées.

Leur dimensionnement est adapté aux conditions d'apport et d'évacuation de façon à éviter tout dépôt même temporaire en dehors de ces aires et notamment sur les voies de circulation les desservant.

3.C.5. Les aires de stockage, voies de circulation doivent être aménagées de façon à collecter les eaux de ruissellement et de lixiviation dans des lagunes aménagées sur le site et à éviter leur infiltration dans le sol ou leur écoulement à l'extérieur.

#### ARTICLE 4 : EXPLOITATION

##### 4.A - Surveillance - accès

4.A.1. L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant. L'ensemble du personnel intervenant sur le site doit avoir reçu une formation sur la nature des produits traités dans l'établissement.

4.2.2. Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir l'accès libre aux installations. En l'absence de personnel d'exploitation, les locaux ou la clôture entourant les installations doivent être fermés à clef.

.../...

#### 4.B - Propreté

Les locaux et les équipements doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment les voies de circulation pour éviter les amas de poussières. Les voies de circulation doivent être dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. Les dispositions sont prises pour que les véhicules sortant de l'installation aient les roues propres.

#### 4. C - Produits admis sur le site

4.C.1. Seuls les produits suivants peuvent être admis sur le site :

- \* fumiers de volaille
- \* marcs de raisins épuisés
- \* tourbe
- \* boues de station de traitement d'effluents de l'industrie agro-alimentaires
- \* boues de station de traitement d'effluents urbains
- \* compost de boues de traitement d'effluents urbains
- \* graisses provenant de l'industrie agro-alimentaire
- \* fientes de poules
- \* matières stercoraires végétales compostées
- \* déchets verts broyés

4.C.2. Ces produits ne peuvent être admis sur le site qu'à concurrence de la capacité maximale de 5000 tonnes (tous produits confondus) fixée à l'article 2.1.

4.C.3. Avant leur admission sur le site, tous les produits font l'objet d'un contrôle qualitatif et quantitatif par pesée.

Leurs caractéristiques physico-chimiques et bactériologiques sont déterminées par des analyses renouvelées aussi souvent que nécessaire en fonction de leur nature et de leur origine. La périodicité de ces analyses n'excède pas 2 mois pour les boues de station urbaine ou de l'industrie laitière.

4.C.4. Un registre doit être tenu sur le site consignant pour tous les produits entrants ou sortants :

- \* nature
- \* nom du producteur ou destinataire
- \* nom du transporteur
- \* tonnage
- \* date et heure d'arrivée ou de sortie

Les différentes phases d'élaboration du compost sur le site sont également consignées sur ce registre.

.../...

## ARTICLE 5° : Prévention de la pollution des eaux

### 5.1. Cuvettes de rétention

Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- \* 100 % de la capacité du plus grand réservoir
- \* 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales.

### 5.2. Dérivation des eaux extérieures

Toutes dispositions sont prises pour éviter que les eaux de ruissellement extérieures ne pénètrent sur le site. Les fossés de ceinture sont calibrés et entretenus à cet effet.

### 5.3. Collecte des eaux du site

5.3.1. Les eaux pluviales du site, les eaux de lixiviation des produits stockés sont collectées et dirigées vers des lagunes.

5.3.2. Ces lagunes sont dimensionnées de façon à interdire tout débordement et tout écoulement à l'extérieur du site.

Leur capacité sera portée à 2340 m3 au minimum dans un délai maximum de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

5.3.3. Les principaux termes du bilan hydrique sont contrôlés régulièrement afin d'assurer une gestion optimale des eaux de lagunes.

5.3.4. Les eaux des lagunes sont utilisées pour l'aspersion des andains. L'excédent est éliminé par épandage agricole sur les terrains définis dans le dossier de demande d'autorisation.

5.3.5. L'installation de pompage des eaux des lagunes est équipée d'un dispositif permettant de mesurer le volume pompé.

Les quantités d'eau pompées sont comptabilisées journalièrement sur le registre prévu à l'article 4.C.4.

### 5.4. Epandage des eaux des lagunes

5.4.1. La quantité d'effluents à épandre annuellement est limitée à 3000 m3 maximum.

.../...



5.4.2. Lors des campagnes d'épandage, la capacité d'absorption des sols ne doit pas être dépassée de telle sorte que, ni la stagnation prolongée sur ces sols, ni le ruissellement en dehors des champs d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

5.4.3. Un registre d'épandage sur lequel sont indiquées par journées, les parcelles arrosées et le volume d'effluents épandus est tenu au jour le jour par l'exploitant.

Ce registre doit être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

5.4.4. Il est rigoureusement interdit de procéder à l'épandage dans les cas suivants :

- \* à moins de 35 mètres des puits et cours d'eau
- \* sur des parcelles dont la pente excède 10 %
- \* pendant les périodes d'engorgement des sols
- \* lorsque les terres sont gelées ou enneigées
- \* pendant les fortes pluies
- \* en dehors de terres régulièrement cultivées et des prairies normalement utilisées

5.4.5. Les terrains utilisés pour l'épandage ne doivent recevoir aucun autre amendement (lisiers...)

5.4.6. L'épandage est assuré par des véhicules conçus pour cet usage équipés de rampes d'aspersion. Le recours à l'aéro-aspersion est interdit.

5.4.7. Avant chaque période d'épandage l'exploitant fait procéder à une analyse physico-chimique des effluents à épandre.

5.4.8. L'exploitant effectue une autosurveillance de ses opérations d'épandage comportant au minimum :

- \* l'analyse des effluents prévue à l'article 5.4.7.
- \* un suivi agronomique des parcelles concernées par l'épandage
- \* un suivi de la qualité des eaux superficielles et souterraines aux abords du site de l'installation et des périmètres d'épandage.  
Ce suivi comporte une analyse physico-chimique semestrielle des eaux du ruisseau de la Trézénne et des eaux des 3 puits situés aux Landes, à la Courtaiserie et aux Epinettes.

Les résultats de ces contrôles sont communiqués annuellement à l'inspecteur des installations classées.



## ARTICLE 6 : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

6.1. Le brûlage à l'air libre est interdit

6.2. Les dispositions sont prises par l'exploitant pour limiter au mieux les émissions d'odeurs en particulier lors des opérations de mélange et de retournement des andains.

En cas de dégagement d'odeurs, la zone émettrice doit être immédiatement traitée. Des produits neutralisants sont à cet effet en permanence disponibles sur le site.

Le registre prévu à l'article 4.C.4. mentionne les dates des opérations de traitement des odeurs et les qualités de produits neutralisants mis en oeuvre.

## ARTICLE 7 : BRUIT

L'usage de tous appareils de communications par voie acoustique (sirène, avertisseurs, hauts-parleurs etc) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au tableau ci-dessous qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles.

EMPLACEMENT	TYPE DE ZONE	Niveaux limites admissibles de Bruit en dB (A)
En limite du site	zone rurale non habitée	Jour de 7 heures à 20 heures  60

Les bruits émis par les installations ne doivent pas être à l'origine d'une émergence supérieure à :  
5 dB (A) de 7heures à 20 heures.

L'activité sur le site est interdite de 20 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés.

.../...

L'inspecteur des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiés dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.

L'inspecteur des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

#### ARTICLE 8° : DECHETS - SECURITE INCENDIE

##### 8.1. Déchets

8.1.1. Les déchets sont éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre de la loi du 19 Juillet 1976 dans des conditions nécessaires pour assurer la protection de l'environnement.

8.1.2. L'exploitant doit toujours être en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspecteur des installations classées à l'aide de tout document tel que bon de prise en charge ou certificat d'élimination délivré par l'entreprise de collecte ou de traitement à laquelle l'exploitant a fait appel.

##### 8.2. Sécurité - Incendie

8.2.1. L'établissement dispose des moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, en nombre suffisant et judicieusement répartis.

8.2.2. En cas d'incident grave ou d'accident mettant en jeu l'intégrité de l'environnement ou la sécurité des personnes ou des biens, l'exploitant en avertit immédiatement l'inspecteur des installations classées.

Il fournit à ce dernier, dans un délai d'un mois un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises ou prévues pour éviter qu'il ne se reproduise.

#### ARTICLE 9° : FIN D'EXPLOITATION

En cas d'arrêt définitif de l'exploitation, l'exploitant doit en informer le préfet un mois au moins avant la date prévue de cessation d'activité.

Il fait en outre procéder à la remise en état du site de façon à assurer :

- \* l'évacuation de tous les produits stockés dans des conditions nécessaires pour assurer la protection de l'environnement.
- \* la suppression des installations

.../...

- \* le traitement et l'évacuation des effluents contenus dans les lagunes dans les conditions définies à l'article 5,
- \* le décapage des aires de circulation et plateformes de stockage,
- \* le remblayage total des lagunes avec les produits de décapage,
- \* le réglage d'une couche de terre végétale sur une épaisseur minimale de 30 cm.

**ARTICLE 10\*** : Les dispositions des articles 3.C.2 concernant l'aménagement du poste de réception et l'installation d'une bascule et 3.C.4 concernant l'imperméabilisation des aires de stockage seront applicables à compter du 31 décembre 1995.

**ARTICLE 11\* : Dispositions générales concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs :**

En aucun cas, ni à aucune époque, les conditions précitées ne peuvent faire obstacle à l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs ni être opposées aux mesures qui peuvent être régulièrement ordonnées dans ce but.

**ARTICLE 12\*** : Une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie de SAINT REMY EN MAUGES et un extrait, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la porte de ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par le maire de SAINT REMY EN MAUGES et envoyé à la préfecture.

**ARTICLE 13\*** : Un avis, informant le public de la présente autorisation, est inséré par mes soins et aux frais de M. le Directeur général de la société des TRANSPORTS BRANGEON dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

**ARTICLE 14\*** : Le texte complet du présent arrêté peut être consulté à la préfecture et dans les mairies de SAINT REMY EN MAUGES, LIRE, SAINT LAURENT DES AUTELS, SAINT CHRISTOPHE LA COUPERIE, LA CHAUSSAIRE, LE PUISET DORE, LE FIEF SAUVIN et LE FUILET.

.../...

**ARTICLE 15 :** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de CHOLET, le maire de SAINT REMY EN MAUGES, les inspecteurs des installations classées et le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le 10 mai 1995

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général de la préfecture



Pierre SOUBELET

Pour ampliation,  
Le chef de bureau délégué

Jean-René CHEDIN

**Délai et voie de recours :** Conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi du 19 juillet 1976, la présente décision qui est soumise à un contentieux de pleine juridiction peut être déférée au tribunal administratif de NANTES. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence du jour de la notification de la présente décision. Ce délai est de quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de l'arrêté. S'agissant d'un recours de plein contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire. Il doit être introduit soit devant l'auteur de l'acte (recours gracieux), soit devant le supérieur de l'auteur de l'acte (recours hiérarchique) dans les conditions définies par l'article R 102 du code des tribunaux administratifs.